

Les Québécois et la question linguistique (1)

La loi 101 : une police d'assurance pour les francophones

GILLES LESAGE

QUÉBEC — Pour les francophones, la loi 101 a eu des effets positifs, mais elle demeure nécessaire.

Mais selon les anglophones, la charte de la langue française a eu des effets moins positifs, et la loi est moins nécessaire qu'il y a dix ans.

Ce clivage selon la langue maternelle ressort nettement du chapitre consacré à la loi 101, dans le sondage scientifique que la firme Créatec + a fait pour le compte du journal LE DEVOIR et de la station de radio CKAC, du 30 mai au 8 juin.

Tant sur les effets que sur la nécessité de la loi 101, les avis se partagent, de façon générale, selon la langue maternelle. Ainsi:

■ les francophones sont beaucoup plus optimistes que les anglophones sur les effets de la loi parrainée par

SONDAGE

LE DEVOIR • CKAC

le Dr Camille Laurin, sauf sur un point précis: les anglophones perçoivent des effets encore plus positifs que les francophones en ce qui a trait à la réussite des francophones en affaires;

■ les trois-quarts des anglophones pensent que la loi est moins nécessaire qu'il y a 10 ans, alors que seulement un francophone sur quatre (22%) est du même avis;

■ les deux-tiers des francophones, mais seulement un anglophone sur dix, pensent que la loi 101 tient suffisamment compte des droits de la minorité anglophone;

■ presque à l'unanimité (93%), les

francophones pensent qu'une loi sera toujours nécessaire pour protéger le français au Québec, mais seulement deux anglophones sur cinq sont du même avis.

Comme on le voit, les avis sont diamétralement opposés selon la langue maternelle, à ce chapitre; mais les francophones de Montréal ou d'ailleurs ont la même opinion sur ces points, contrairement à d'autres.

D'après vous, a demandé par téléphone l'équipe du sondeur, M. Grégoire Gollin, à ceux qui sont au courant de la loi, la loi 101 a-t-elle eu un effet positif, négatif, ou n'a pas eu d'effet dans les domaines suivants (suivait l'énumération de neuf points, en rotation, et d'un dixième, lu en dernier, sur la situation générale du français au Québec).

Ce dernier point est d'ailleurs le plus positif de tous, dans l'ensemble:

les deux-tiers des répondants pensent que la loi a eu des effets positifs sur la situation générale du français. En gros, trois Québécois sur cinq opinent que la loi a eu des effets positifs sur: le français, langue d'enseignement (64%); le français, langue de

service (60%); le français, langue de travail (58%); le français, langue d'affichage extérieur (57%); la réussite des francophones en affaires (55%).

Par contre, dans deux domaines, plusieurs pensent que les effets ont

été négatifs. Il en serait ainsi pour les rapports entre francophones et anglophones (41%) et pour les investissements étrangers au Québec (36%).

Sur deux autres plans, l'impression est plus mitigée.

Voir page 8: Une police

La sévérité et le respect de la loi 101: des perceptions logées aux antipodes

JEAN-PIERRE PROULX

Les francophones pensent que la loi 101 n'est pas respectée. Les anglophones croient très exactement le contraire! Les francophones trouvent la loi 101 peu sévère envers les

anglophones mais ceux-ci la jugent au contraire trop sévère.

Bref, pour les francophones, les anglophones se plaindraient, à tort, d'une loi qu'ils respectent mal alors que les anglophones respecteraient une loi dont ils estiment avoir raison de se plaindre!

Plus précisément, chez les 84% des répondants au moins capables d'associer langue et loi 101, 64% des francophones estiment que la loi 101 n'est « pas très bien » ou « pas du tout » respectée alors que 92% des anglophones disent qu'elle est au

Voir page 8: Des perceptions

Les Sept choisissent la continuité

■ La dette du tiers monde et l'agriculture à l'ordre du jour



Fernand Seguin n'est plus

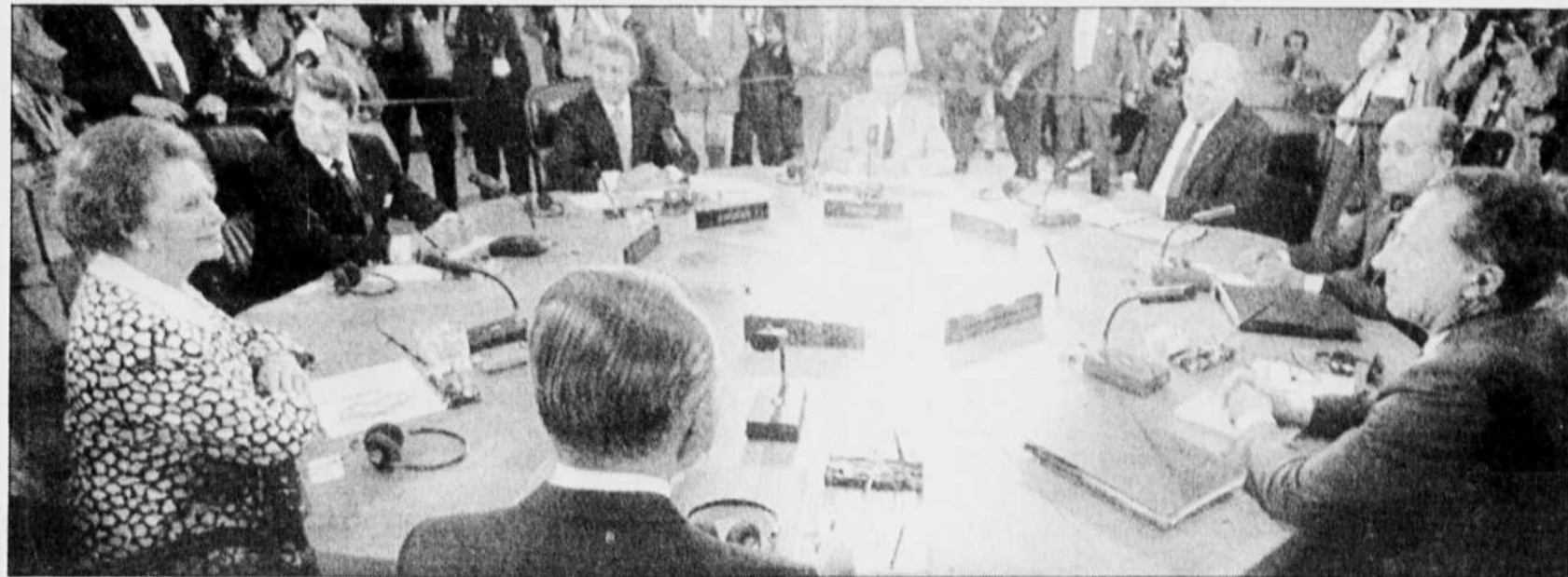
PIERRE CAYOUILLE

Fernand Seguin, le père de la communication scientifique au Québec, est décédé, hier, à Montréal. Le cancer l'a vaincu.

Né en 1922, dans une modeste famille montréalaise, ce pionnier de la vulgarisation scientifique a d'abord, on l'oublie souvent, connu la science de l'intérieur, avant que d'en devenir le brillant commentateur.

Biologiste et biochimiste, il a enseigné à la faculté des sciences de l'Université de Montréal, de 1945 à 1948 et œuvré à l'École de technologie médicale. À l'université, il a découvert, guidé par le professeur Georges Préfontaine — « l'homme qui a le plus influencé ma formation intellectuelle et scientifique », écrivait-il —, le plaisir extrême et la grande excitation intellectuelle de communiquer.

Dès 1947, il se joint à l'équipe de la radio de Radio-Canada, Voir page 8: Fernand Seguin



Les chefs des sept grandes puissances occidentales et de la Communauté économique européenne entament leurs discussions, au Sommet de Toronto.

Coup d'état en Haïti : le général Namphy chasse à son tour le président Manigat

FORT-DE-FRANCE (AFP) — Moins de 48 heures après avoir été mis à la retraite par le président Leslie Manigat, le général Henri Namphy a pris hier soir les responsabilités de l'état haïtien au palais national alors que la villa d'accueil où se trouve le président Manigat est encerclée par la garde présidentielle, a confirmé à l'AFP un source informée tôt ce matin.

Les forces fidèles au général Namphy ont également repris le con-

trôle de deux postes de police de la capitale, celui de Fort Dimanche et celui de la Cafétéria. Le général a adressé des télégrammes aux garnisons de province pour les informer de son retour au pouvoir.

Le conflit qui avait opposé ces derniers jours le président Manigat et le commandant en chef de l'armée haïtienne, le général Henri Namphy et qui avait abouti à la mise à la retraite de ce dernier vendredi a donc

connu un rebondissement dramatique dimanche soir avec la prise du palais national.

Vers 20 heures 30 selon des sources informées, le général Namphy, à la tête des blindés de la garde présidentielle, les seuls du pays, est entré au palais national.

Alors que des tirs ont repris à 23 heures dans la zone du palais national, on apprenait que le général Namphy avait envoyé un ultimatum aux casernes commandées par le co-

lonel Jean-Claude Paul qui avait appuyé avec ses hommes sa mise à la retraite.

Selon plusieurs sources, trois officiers, les colonels Prosper Avril et les majors Henri-Robert Augustin et Marc Charles, auraient été chercher le général Namphy à la tête des troupes qui lui étaient restées fidèles, parmi lesquelles figureraient, outre la garde présidentielle, le corps d'intervention des « léopards ».

MICHEL VASTEL

TORONTO — « Pas de complaisance », ont décidé les chefs d'état et de gouvernement des sept pays les plus industrialisés du monde: les politiques suivies depuis sept ans et qui ont permis au monde occidental de passer d'une crise mondiale en 1982 à une période d'interrompue de forte croissance économique seront donc poursuivies.

« C'est mieux que ce qu'on avait prévu, a dit un porte-parole britannique en parlant de la façon dont les pays ont passé au travers de la crise boursière d'octobre dernier, mais l'opinion générale est que la lutte à l'inflation doit rester au centre des politiques des pays industrialisés ».

Entamant une troisième tournée des sept pays membres, qui se poursuivra en France l'an prochain, les Sept ont aussi décidé de prêter une plus grande attention aux trois grands problèmes des années 90:

■ dette des pays en développement, en particulier des plus pauvres: les ministres des Finances tentent actuellement de rédiger une déclaration qui témoignerait d'un engagement général à faire quelque chose enfin. Sans entériner la proposition du gouvernement français, ce plan d'action pourrait proposer d'étaler les dettes sur de plus longues périodes, de consentir des concessions sur les intérêts, et d'annuler les dettes liées au développement (ce que le Canada et l'Allemagne fédérale ont commencé à faire). Le plus fort point de résistance semble être du côté de la délégation américaine;

■ agriculture: le président des États-Unis en a parlé longuement; selon son porte-parole, « tout le monde est d'accord pour dire que la guerre des subventions (3 300 milliards par année) ne peut pas conti-

Voir page 8: Le Sommet

AUJOURD'HUI

LA GRÈCE ET L'ATTENTAT TURC

Le premier ministre turc croit que ses efforts de rapprochement avec la Grèce sont peut-être à la source de l'attentat perpétré samedi contre lui. Page 4

FLAMBÉE INDIENNE

L'explosion d'une bombe a fait 15 morts dans une ville sainte du nord de l'Inde. La police accuse des séparatistes sikhs. Page 5

ÉCONOMIE FRAGILE

L'OCDE estime que l'économie mondiale se porte bien mais demeure précaire devant les grands déséquilibres. Page 13

Terreur et misère en Afrique australe (1)

Au Mozambique, une réédition du drame des Khmers rouges

RAYMONDE PROVENCHER
Collaboration spéciale

BLANTYRE, Malawi. — « Cent mille civils auraient été tués au Mozambique par les rebelles, et ce, sur une période de quelques mois seulement. C'est un des cas les plus dramatiques de violation des droits de la personne depuis la Deuxième Guerre mondiale. »

Robert Gersony, un consultant américain qui vient de terminer une enquête de trois mois auprès des réfugiés mozambicains pour le compte du Département d'État américain, pèse bien ses mots. « Je n'ai jamais vu de toute ma vie un tel degré de violence, particulièrement contre les enfants. »

À la lumière de son rapport, le Département d'État américain n'hésite pas à comparer ce qui se passe au

Mozambique à ce qui s'est passé au Cambodge, durant le règne des Khmers Rouges. Depuis plus de 12 ans, c'est la guerre au Mozambique. Cette ancienne colonie portugaise, qui a obtenu son indépendance en 1975, est passée presque sans transition d'une lutte de libération à une guerre civile.

Au moment où les Portugais quittent le pays, le FRELIMO, le parti qui a lutté et gagné l'indépendance, s'installe au pouvoir à Maputo. D'allégeance marxiste-léniniste, le gouvernement, sous la direction de Samora Machel, entreprend de rebâtir un pays que les colonisateurs ont littéralement pillé avant de partir.

Un effort considérable est fait du côté des soins de santé et de l'éducation. Dans la région, le gouvernement mozambicain se déclare solidaire des mouvements de libération

dans les pays voisins, particulièrement en Rhodésie — actuellement le Zimbabwe — et en Afrique du Sud.

Au même moment, les décisions prises sur le plan économique font plusieurs mécontents dans le pays même. Profitant de cette situation, l'ex-Rhodésie — la relève, par la suite, sera prise par l'Afrique du Sud — décide de mettre sur pied et de financer un groupe de rebelles, dont la tâche principale sera de déstabiliser le gouvernement marxiste de Maputo. C'est ainsi qu'est né un mouvement lui aussi connu sous son acronyme portugais, la RENAMO.

« La RENAMO, c'est un Frankenstein, assemblé par Ian Smith — ex-premier ministre de la Rhodésie — dont la touche finale est l'oeuvre de l'Afrique du Sud, et qui maintenant marche tout seul! »

Voir page 8: Mozambique



Cette jeune femme et son enfant de six ans viennent de trouver refuge dans l'un des nombreux camps dissimulés au Malawi, après avoir été chassés de leur village au Mozambique par les rebelles du RENAMO.



Dans Le Devoir, samedi prochain
CHANSONS ET BALLADES SUR DISQUES COMPACTS

Les airs d'ici et d'ailleurs écoutés par:

• FRANÇOIS PARÉ • JEAN-PIERRE COALLIER
• MICHELINE RICARD

LE PLAISIR
DES
SONS

Nos excuses

(LE DEVOIR) — La production du DEVOIR a été retardée de quelques heures, hier soir, en raison d'une panne d'électricité qui a touché le Vieux-Montréal et une partie du centre-ville. Nos excuses à tous les lecteurs qui aujourd'hui sont donc privés de leur quotidien.

Quelque 4,000 abonnés ont été privés d'électricité à compter de 19 h 05. Les équipes d'urgence d'Hydro ont procédé au rétablissement des circuits de façon progressive, de telle sorte qu'en une dizaine de minutes, le courant était rétabli dans la moitié des foyers touchés. Pour d'autres cependant, la situation n'est revenue à la normale que vers 21 h 30.

Ce fut le cas au DEVOIR, où la panne a paralysé le système informatique pendant plus de deux heures.

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

◆ Une police

Les effets sont très partagés : quant au tourisme (31 % positifs et 31 % négatifs), et quant au nombre des immigrants qui s'installent au Québec (32 % positifs et 29 % négatifs).

Les anglophones sont particulièrement pessimistes quant aux effets de la loi 101 sur : les investissements étrangers au Québec, le tourisme, l'immigration et leurs rapports avec les francophones.

Si le clivage linguistique est patent quant aux effets de la loi 101, il disparaît sur un point précis : francophones et anglophones sont pessimistes quant aux effets de la loi 101 sur les investissements étrangers dans l'économie québécoise.

D'autre part, un Québécois sur

trois (32 %) pense que la loi 101 est moins nécessaire qu'il y a dix ans. Comme la précédente, cette question s'adressait à ceux qui étaient au courant de l'objet de la loi 101.

Mais près de trois sur cinq (57 %) pensent qu'elle tient suffisamment compte des droits de la minorité anglophone.

Plus encore, quatre Québécois sur cinq (83 %) opinent qu'une loi sera toujours nécessaire pour protéger les français au Québec. Toutefois, comme on l'a vu au début, c'est là l'avis de la presque totalité des francophones, seulement deux anglophones sur cinq partageant ce point de vue.

M. Gollin retire de ce chapitre sur la loi 101 l'impression générale que les francophones la voient comme une police d'assurance, fragile et nécessaire, et qui lui restera à l'avenir.

Dans une première tranche, samedi, nous avons fait ressortir que le Parti libéral du Québec garde une cote très élevée dans tous les groupes linguistiques, y compris chez les francophones qui, par ailleurs, auraient plus confiance au Parti québécois en matière linguistique.

Disposant aujourd'hui du chapitre sur la notoriété et les effets de la loi 101, nous ferons demain des gros plans sur l'opinion des Québécois concernant plusieurs sujets, dont : le visage français de Montréal, la possibilité de quartiers unilingues ou bilingues, la langue de service, et le reste.

Mercredi, que pensent les Québécois de la langue d'affichage et de l'attente du jugement de la Cour suprême?

Jeudi, il sera question de l'aptitude des partis et des chefs à s'occuper des questions linguistiques du Québec.

L'originalité de ce sondage, note M. Gollin, réside dans l'intégration des divers aspects des enjeux linguistiques, et la nouveauté de certaines questions, notamment sur les effets et la sévérité de la loi 101. À l'approche du jugement de la Cour suprême sur l'affichage commercial extérieur et d'une décision gouvernementale dans ce dossier, les données inédites de ce sondage alimenteront certes le débat qui fait rage depuis deux ans et demi, depuis la prise du pouvoir par M. Robert Bourassa et les libéraux.

A suivre, donc, dans LE DEVOIR.

◆ Des perceptions

contraire « très bien » ou « assez bien » respectée.

Par ailleurs, 56 % des francophones croient que la loi 101 est « pas très » ou « pas du tout sévère », alors que 61 % des anglophones l'estiment « trop sévère » et 33 % « assez sévère ».

Règle générale, l'opinion des 35 répondants allophones, bien que non statistiquement représentative, suit à peu près celle des anglophones. D'ailleurs, 72 % de ces allophones trouvent que la loi 101 est trop ou assez sévère à leur égard.

Cependant, révèle aussi le sondage, les Québécois ont une connaissance approximative de la loi 101. Au départ, 83 % des francophones et 93 % des anglophones associent spontanément la loi 101 à la langue. Mais la moitié des francophones disent avoir une connaissance « excellente » ou « bonne » du contenu de la loi et l'autre moitié avoue son ignorance. Les anglophones s'estiment plus compétents : 59 % prétendant bien connaître la loi. Mais si on tient compte des 16 % qui ne savent même pas que la loi 101 traite de la langue, c'est 59 % des francophones et 45 % des anglophones qui avouent avoir une connaissance de la loi de faible à nulle.

Un test plus concret a du reste permis de vérifier ces prétentions. Ainsi, en matière d'affichage extérieur des commerces, 52 % des francophones connaissent la règle de l'unilinguisme mais 40 % n'en pensent pas moins que cet affichage peut être bilingue et 5 % croient que c'est le règne du libre choix. Toutefois, 73 % des anglophones connaissent la règle de l'unilinguisme.

Dans les deux groupes, c'est une minorité — 46 % des francophones contre 42 % des anglophones — qui sait que le bilinguisme est permis à l'intérieur des commerces comptant quatre employés ou moins.

Dans les contrats entre non-francophones, la loi laisse le choix de la langue : 30 % des francophones seulement et 47 % des anglophones sont au courant.

C'est en matière de mode d'emploi, que les deux groupes sont les plus mécontents : 73 % des francophones et 77 % des anglophones savent que le français est obligatoire mais qu'une autre langue est possible.

◆ Le Sommet

nuer, mais il y a bien des opinions différentes sur ce qu'il faut faire ; rien de concret ne sortira de cette réunion qui se contentera d'émettre une série de vœux pieux à l'intention de la réunion ministérielle du GATT à Montréal;

libéralisation du commerce : le président de la France a « souligné le refus du président Reagan des États-Unis de s'associer à la démagogie protectionniste du Congrès »; selon

Quelque 2000 participants au Sommet parallèle manifestent contre les Grands

GUY TAILLEFER

TORONTO (PC) — Quelque deux mille personnes sont descendues dans les rues du centre-ville de Toronto hier, bravant une interdiction de manifester, pour protester contre la tenue du Sommet économique des chefs d'État et de gouvernement des sept grandes puissances occidentales.

L'importante manifestation a donné lieu à deux vagues d'arrestation. Une cinquantaine de manifestants ont d'abord été arrêtés, au moment où, par groupes de dix, ils ont tenté de franchir les barricades dressées par les autorités à quelques coins de rues du Centre des congrès où se déroule le Sommet.

Commencée vers 15h, la manifestation a pris fin environ quatre heures plus tard, lorsque les policiers ont décidé de disperser par la force les quelques centaines de manifestants qui tenaient encore le siège. Une vingtaine d'arrestations additionnelles ont alors été effectuées.

Tenue malgré tout dans un calme relatif, la marche, point culminant du « Sommet populaire » organisé en marge de la réunion annuelle du Groupe des sept (G7), n'avait pas été autorisée par la municipalité.

Déiant l'interdiction, les manifestants, partis de la pelouse de Queen's Park, ont pris la rue d'assaut, por-

teurs de mandats d'arrestation symboliques contre les participants au sommet.

« Arrêtez le G7. Arrêtez les véritables terroristes », ont scandé les jeunes manifestants, sous un soleil de plomb.

Le sommet parallèle pourrait d'ailleurs avoir momentanément volé la vedette au sommet officiel, qui s'est ouvert hier en vase clos, sous la protection d'une armée de 3,000 policiers et sous le regard filtré d'autant de journalistes. Dans l'entourage du premier ministre Brian Mulroney, on ne cachait d'ailleurs pas, hier matin, son insatisfaction de voir les médias couvrir ce « sommet du peuple ».

Sur le terrain, les policiers ne désiraient manifestement pas que la manifestation dégénère en affrontement violent sous les yeux de dizaines de caméras de télévisions internationales. Des journalistes d'un peu partout dans le monde couvraient l'événement.

« Le monde entier vous regarde », ont hurlé en bravade les manifestants au moment où ils se sont retrouvés nez à nez avec les 200 membres de l'escouade tactique de la police métropolitaine de Toronto à l'intersection où un barrage policier avait été dressé.

La tension a monté. Les manifestants ont refusé de se soumettre à l'ordre de dispersion, tandis que deux

jeunes punks, portant des bannières anarchistes impeccablement noires, mettaient le feu à un drapeau américain en lambeaux. Quelques tomates ont aussi volé par-dessus les têtes, mais n'ont pas atteint leur cible.

Le Sommet populaire, devenu une tradition des Sommets économiques des Sept, voulait dénoncer « la subversion des ressources humaines et naturelles aux fins d'un profit toujours plus grand ».

Placé sous le thème du « peuple avant les profits », le Sommet populaire de Toronto, appuyé par une bonne centaine de groupes canadiens et étrangers, a embrassé éclectiquement toutes les causes progressistes.

D'idéologie féministe, anti-raciste et non-violente, ses participants n'ont rien voulu entendre de l'accord de libre-échange canado-américain, qui sera de toute évidence endossé par les sept chefs d'État et de gouvernement dans leur communiqué final, demain.

Le Sommet populaire préconise un retrait américain d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et du Proche-Orient. Il réclame le désengagement de la Grande-Bretagne en Irlande du Nord. Il est pro-palestinien et pro-socialiste. Il est favorable à la liberté de choix en matière d'avortement et réclame la reconnaissance des droits autochtones.

La sécheresse hante le Sommet de Toronto

TORONTO (AFP) — La grave sécheresse qui frappe les grandes plaines agricoles de l'Amérique du Nord pourrait peser dans le délicat débat sur les subventions agricoles au Sommet de Toronto, estimait-on dimanche de source européenne et japonaise.

Le ciel sans nuages, qui salue l'ouverture du 14e Sommet des pays industrialisés dans la capitale économique du Canada rappelle que le

grenier à céréales de la planète traverse la plus grave sécheresse depuis un demi-siècle.

La nature joue un mauvais tour au président américain Ronald Reagan qui souhaite faire pression à Toronto pour l'abandon des subventions agricoles, accusées d'être à l'origine d'une surproduction chronique. Or, la perspective immédiate, si la pluie ne tombe pas très vite sur le Middle-West et le sud, c'est une pénurie, notamment pour le soja dont les stocks, au plus bas depuis 1984, pourraient rapidement retomber au niveau du début des années 1970.

Une situation qui évoque de mauvais souvenirs pour les Japonais. « L'embarco sur les exportations de soja (décidé en 1972 par le gouvernement Nixon) est encore utilisé comme argument par ceux qui au Japon plaident en faveur de l'autosuffisance agricole », rappelle un

de la délégation japonaise au sommet. Le Japon qui a pratiquement abandonné toute production de soja sous la pression américaine, est déterminé à défendre becs et ongles sa politique coûteuse d'autosuffisance en riz.

« Les Américains ne devraient pas oublier de dire que c'est leur politique de subventions à l'exportation, qui est responsable du niveau très bas des stocks »,

dit le tournant de ma vie », avait-il au cours d'une interview accordée au DEVOIR l'automne dernier. De 1954 à 1962, heureux de ce contact de proche à proche qu'offre la télévision, il anime plus de 150 programmes scientifiques. On l'aimait pour son art d'expliquer en quelques mots des notions complexes.

Au milieu des années 60, il procure aux téléspectateurs québécois de grandes heures de télévision en animant *Le Sel de la semaine*. Il y mène des entrevues avec les Jean Rostand, Hans Suyin, Henri Laborit, Michel Simon, Jack Kerouac et autres grands personnages du Siècle.

De 1965 à 1970, il écrit plus de 300 chroniques radiophoniques d'une demi-heure à Radio-Canada. Il revient à la télévision de 1970 à 1975. En 1978, Fernand Seguin réalise une série de treize émissions pour Radio-Québec intitulée « Un univers à découvrir, le corps humain ».

Au cours de sa brillante carrière, Fernand Seguin a multiplié les honneurs et les prix. En 1977, l'UNESCO lui décerne le prix Kalinga, en hommage à son immense contribution à la vulgarisation de la science. De nombreuses universités en ont fait un docteur honorifique. Il a reçu le prix Olivier-Asselin la même année.

Récemment, en mars, l'Institut Royal du Canada lui remettait la médaille Sandford-Fleming, une importante distinction scientifique.

Fernand Seguin a publié plusieurs ouvrages dont *Entretiens sur la vie* (1952) et *Le Sel de la Science* en 1980. L'automne dernier, il publiait *Entre la bombe et l'orchidée*, un recueil de chroniques vite devenu best-seller.

Jusqu'à peu avant sa mort, il était titulaire d'une chronique appelée *Les jardins de la science* qu'il rédigeait paisiblement depuis sa maison de Saint-Charles-sur-Richelieu et que diffusait Radio-Canada dans le cadre de l'émission *Aujourd'hui la science*, animée par Yanick Villemieu, considéré par plusieurs comme son fils spirituel.

Tout au long de son oeuvre, Fernand Seguin a tenté de « transformer la science en un partage et non en une domination », lui qui voyait la science comme l'une des aventures intellectuelles les plus excitantes de l'esprit humain.

Hospitalisé vendredi dernier à l'hôpital Notre-Dame, il s'est éteint à 16 h 50, hier.

biens, et s'ensuitent les règlements de compte que Robert Gersony, rencontré à Blantyre, au Malawi, étaye de quelques exemples.

Ainsi, un réfugié aurait affirmé avoir vu une case remplie de cadavres, tous des victimes de la RENAMO. Dans un village, un homme, soupçonné de collaboration avec les forces gouvernementales, a réussi à s'enfuir. Les rebelles auraient alors regroupé les femmes et les enfants du fugitif, huit personnes en tout, et les auraient abattues sur la place publique, à titre d'exemple. Après l'attaque et la liquidation de tous ceux et celles qui sont soupçonnés de collaboration, la RENAMO réquisitionne les porteurs, met le feu aux huttes du village et, avec sa file de prisonniers, regagne ses quartiers dans la brousse. Le lendemain, on répète le même scénario.

Curieusement, note le rapport, il semblerait que, même dans la zone de taxation, les membres de la RENAMO ne feraient aucun effort pour expliquer leur lutte et gagner la population à leur cause.

Quant aux soldats gouvernementaux, chargés de défendre le territoire mozambicain, leur comportement se serait modifié ces dernières années. Alors qu'auparavant, on pouvait facilement leur attribuer plus de tiers de toutes les actions violentes contre la population, ils ne seraient plus responsables, toujours selon le rapport, que de 3 % des crimes commis contre les civils.

Le résultat de cette situation ? Près d'un million de Mozambicains ont fui hors du pays et à l'intérieur, un autre million de gens seraient déplacés par la guerre. Près de trois millions de personnes seraient maintenant menacées de famine...

Raymond Provencher est journaliste à Nord-Sud (Radio-Québec). Elle rentre d'un séjour dans les camps de réfugiés mozambicains, à l'invitation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

DEMAIN : Nourrir 500,000 personnes...

◆ Fernand Seguin

après un bref passage à Radio-Colé.

En 1952, avec l'avènement de la télévision, sa carrière de communicateur prend son véritable envol. « Ce

SONDAGE

Les Québécois et la langue

Le questionnaire complet, les résultats et l'analyse du sondage LE DEVOIR-CKAC sur la perception de la situation linguistique au Québec effectué par Créatec+ sont disponibles.

Coût:

190\$ pour le rapport écrit de 220 pages
250\$ pour le rapport écrit avec le support informatique (disquette du questionnaire et des tableaux de réponses).

S'adresser au DEVOIR au 844-5738

Prévoir un délai de 15 jours après la fin de la publication.